Vers l'Europe sans faux calculs

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1359

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010236

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA 1002 Lausanne
8 octobre 1998 – nº 1359
Hebdomadaire romand
Trente-cinquième année

Vers l'Europe sans faux calculs

L'AUGURE BÂLOIS A parlé. En l'occurrence l'Institut de recherche conjoncturelle (BAK), pour qui l'adhésion à l'Union européenne ne ferait aucun bien à l'économie suisse. Le BAK ajoute même que le refus de participer à l'Espace économique européen n'a pas prétérité notre industrie d'exportation.

Plus l'aboutissement des négociations bilatérales se fait proche, plus les groupes hostiles à une adhésion de la Suisse à l'Europe donnent de la voix pour nous dissuader de franchir le pas suivant. Les conservateurs nationalistes bien sûr, qui ont fait d'une conception mythique de l'indépendance helvétique leur fonds de commerce. Mais également les internationalistes du commerce et de la finance qui craignent comme la peste les règles sociales et fiscales de Bruxelles. Est-ce un hasard si le commanditaire de l'étude du BAK se nomme Tito Tettamenti, un familier de la haute voltige financière, opposant de vieille date à l'Union européenne et qui a fait campagne contre l'EEE?

À l'issue des bilatérales, il faudra certes faire les comptes, peser les avantages et les inconvénients des accords péniblement mis sous toit dans les sept dossiers que nos partenaires ont consenti à ouvrir. Dans ce cadre, une démarche calculatrice se justifie, puisque nous attendons de ces accords qu'ils compensent tant soit peu le faux pas de décembre 1992.

Mais appliquée au scénario de l'adhésion, cette démarche devient mesquine et dangereuse. Au-delà de la liberté des échanges et de l'unification monétaire, l'Union européenne représente un projet politique, la volonté de créer les règles du vivre ensemble sur le continent. Des règles auxquelles la Suisse spectatrice peut de moins en moins se soustraire. Dès lors l'enjeu est simple: continuer d'observer et s'aligner bon gré mal gré; ou adhérer pour participer de plein droit et contribuer à façonner ces règles communes.

Continuer d'observer et s'aligner bon gré mal gré; ou adhérer pour participer de plein droit et contribuer à façonner les règles communes

Cet enjeu, les calculs d'épiciers de nos comptables diplômés ne peuvent en rendre compte, eux qui ne pensent qu'intérêt à court terme. Et pourtant les désordres économiques et financiers actuels, facteur de régression sociale et de tensions, devraient éveiller leurs soupçons. N'est-ce pas précisément l'absence d'une indispensable discipline collective au niveau international qui les provoque?

Dans les turbulences d'un monde sans loi, la Suisse ne pourra longtemps tirer son épingle du jeu. Partenaire à part entière d'une Europe unie, elle collaborera à une œuvre de civilisation, aussi bien politique qu'économique et sociale. JD